

A cet échelon donc il faut réclamer les moyens réels pour le conseil (ne pourrait-on prévoir une proposition de loi prévoyant une dotation pour le conseil et le transfert de certaines ressources de l'Etat au conseil en fonction des tâches qu'il doit assurer: expansion économique régionale, aménagement du territoire notamment). Il faut approfondir cette question des ressources du pouvoir régional si l'on veut éviter le même phénomène à l'échelon des autres régions. En Belgique, le pouvoir central a toujours affirmé ses prérogatives et dominé le pouvoir local (et demain régional) en limitant son pouvoir fiscal. Les recettes fiscales des pouvoirs publics sont pour plus de 90 % des recettes centrales (contre par exemple 50 % en Suisse ou en RFA ou 70 % aux USA). On a ainsi la mesure de la prétendue autonomie communale. Il faut donc agir pour réclamer le TRANSFERT du pouvoir fiscal à la région, condition de l'autonomie réelle même si la réforme constitutionnelle y fait obstacle. Dans l'immédiat réclamer le transfert des recettes à partir de l'état central.

Renforcer le pouvoir communal : la commune est la cellule fondamentale de participation populaire à la vie politique. Mais il faut des communes viables, donc suffisamment importantes et dotées de moyens réels (fiscalité propre et transfert de recettes). Nous sommes donc partisans des fusions mais en donnant également des moyens réels. Ces fusions ne peuvent se faire suivant les seuls critères technocratiques (analyse sociologique, etc...) mais en informant et en consultant les populations pour les mettre en mesure d'opérer les choix nécessaires. C'est une volonté politique qui doit se dégager pour créer des ensembles forts, contrepoids à l'état central. Nous pouvons animer un mouvement dans certaines localités à ce sujet en exigeant la discussion publique et des prises de position argumentées des conseils communaux.

#### Conclusions :

Nos propositions de réformes institutionnelles doivent donc tendre vers le fédéralisme démocratique et le dire.

.../...



Elles doivent insister sur la simplification nécessaire, condition de l'exercice de la démocratie (exemple au niveau de Bruxelles un conseil régional et un conseil d'agglomération feraient double emploi). Reprendre donc l'idée des trois échelons de pouvoir et la suppression des institutions dépassées (provinces) ou inutiles (conseils culturels, conseils économiques régionaux).

Le 21 août 1972

Jacques MOINS



## Communiqué

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique a pris connaissance du document de travail du département de l'Intérieur concernant la fusion des communes.

Il constate que ce plan constitue, en principe, un revirement du Ministère par rapport au projet de fédérations et d'agglomérations élaboré antérieurement. Ce revirement indique que le département de l'Intérieur a dû tenir compte des nombreuses critiques soulevées par son projet initial. A cet égard, le Parti communiste de Belgique rappelle qu'il s'est prononcé pour un pouvoir communal disposant de moyens et de droits accrus et reposant sur un ensemble de grandes communes fusionnées.

Mais le document de travail laisse encore apparaître de graves lacunes.

Toute fusion de communes doit répondre à deux conditions essentielles, à savoir :

- la création de communes capables de résoudre les problèmes posés par les exigences de la vie moderne, dans l'intérêt de la population;
- le renforcement et l'extension des droits démocratiques des citoyens.

Le Bureau politique du P.C.B. exprime son opposition aux mini-fusions et aux fusions réalisées arbitrairement en fonction de calculs électoralistes que le document du Ministère ne parvient pas à dissimuler.

Il réclame l'application pour les élections communales d'un système électoral garantissant une véritable représentation proportionnelle.

Il estime que la formation de grandes entités communales viables doit être accompagnée de mesures permettant à la population de participer davantage à la gestion, notamment sous forme de conseils de quartier élus.

Il exige, avant toute décision, l'information complète et la consultation des citoyens concernés.

Le Bureau politique  
du Parti communiste de Belgique

Bruxelles, le 21 août 1972.



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad 29  
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 22 août 1972

Aux membres du  
Bureau politique  
=====

Chers camarades,

Voici une 4ème note pour le dossier  
"plan de travail" que nous examinerons  
au B.P. du début septembre.

Bien fraternellement,

A. De Cononck



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad 29  
1000 Bruxelles

PLAN DE TRAVAIL  
1.9.72 - 31.12.72

- I. Le plan de travail pour la période du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre s'inspire de la résolution du Comité central du 11 juin 1972, reproduite dans notre presse et dans le numéro de juin de "Faits et Arguments" (Le gauchisme aujourd'hui).

Le numéro de septembre 1972 de "Faits et Arguments" est consacré aux problèmes de la lutte pour les réformes de structure anticapitalistes et au contrôle ouvrier pour la sécurité de l'emploi. Il concrétise la résolution du C.C.

Ce numéro, qui sera aussi envoyé à un nombre important de militants syndicaux, devra faire l'objet de larges discussions dans le parti et en dehors.

Nous vous demandons donc de consacrer la réunion prochaine du C.F. à ce sujet et de porter ensuite la discussion dans les organisations de base du parti, au cours du mois de septembre.

Sans l'étude du document, sans discussion large, il vous est impossible de préciser les points précis sur lesquels vous allez développer l'action des sections.

Pour que la lutte pour le maintien de l'emploi débouche sur le plan politique et touche ainsi les fondements mêmes du système capitaliste, il faut que la lutte se généralise et qu'elle soit menée partout.

Toutes les grosses concentrations ouvrières — qu'il s'agisse d'entreprises en Wallonie en voie de "rationalisation" ou celles du pays flamand en voie "d'expansion" — ont un certain nombre de caractéristiques en commun : accélération des cadences, mutations dans l'emploi et l'insécurité de l'emploi.

Le Comité central de juin 1972 a soumis à l'ensemble du mouvement ouvrier trois propositions d'action — relisez-les !

.../...



Ces trois propositions ainsi que les "onze points d'un programme anticapitaliste" repris dans "Faits et Arguments" de septembre n'intéressent pas seulement la classe ouvrière des grosses entreprises, mais l'ensemble du monde du travail. Nos propositions permettent — l'augmentation des charges fiscales aidant — à dégager parmi les couches non salariées de la population — et parmi les cadres — de nouveaux alliés pour l'action ouvrière.

De là l'importance capitale pour populariser nos propositions.

Il est également nécessaire que les communistes agissent pour grouper les forces de gauche par région en organisant des actions en faveur de l'emploi régional. C'est pourquoi il serait hautement utile que les communistes proposent de fixer par région un chiffre minimum sous lequel l'emploi ne peut descendre et de ne pas se limiter à la défense du niveau de l'emploi par entreprise.

La large discussion dans le parti devrait également déboucher sur des réunions et conférences avec des militants ouvriers non membres du parti et aussi aider à grouper les forces progressistes sur le terrain concret de la lutte pour le maintien de l'emploi et du revenu. Dans ce contexte, l'organisation de conférences-débats est à recommander.

x

## II. Riposte aux attaques du gouvernement contre le revenu des travailleurs.

Les mesures budgétaires prises par le gouvernement se concrétisent dans le fait de l'augmentation des prix et dans l'augmentation sensible des charges fiscales.

En 1973, chaque personne devra payer au fisc 4.600 F en plus. Cela signifie pour une famille de 4 personnes une moyenne d'impôts nouveaux de 18.000 F !

Nous avons envoyé à ce propos le texte d'un article à insérer dans les journaux de propagande fédérale subsideés par le Comité central, les autres fédérations pouvant disposer de tracts.

Au cours du mois de septembre, une affiche vous sera envoyée.

Il faut donc assurer une diffusion et un collage rapides de tout ce matériel de propagande.

.../...



Faut-il vous rappeler que les communistes ont pour tâche d'organiser la contre-attaque du mouvement ouvrier en engageant avec force la lutte salariale, arme principale de la classe ouvrière pour maintenir son pouvoir d'achat, en organisant toutes les forces de gauche pour une politique garantissant le maintien de l'emploi, la sécurité du revenu, pour faire payer les capitalistes, spéculateurs et gros fraudeurs du fisc.

Une large diffusion des positions du Parti communiste, ainsi qu'une activité accrue afin de mobiliser les travailleurs pour la défense de l'emploi et du revenu constituera en même temps une contribution efficace à la préparation du congrès idéologique du P.S.B.

x

### III. Fusions des communes

La publication du document de travail du département du Ministère de l'Intérieur a remis cette question à l'avant-plan. Le Bureau politique a pris position à ce sujet dans son communiqué du 21 août 1972.

Nous tenons à rappeler que ce plan constitue, en principe, un revirement du Ministère par rapport au projet de fédérations et d'agglomérations élaboré antérieurement. Cela indique que le département de l'Intérieur a dû tenir compte des nombreuses critiques soulevées par son projet initial. Notre parti s'est toujours prononcé pour un pouvoir communal disposant de moyens et de droits accrus et reposant sur un ensemble de grandes communes fusionnées.

Le document de l'Intérieur laisse toutefois apparaître de graves lacunes. Notre Parti rappelle que toute fusion de communes doit répondre à deux conditions essentielles, à savoir :

- la création de communes capables de résoudre les problèmes posés par les exigences de la vie moderne, dans l'intérêt de la population
- le renforcement et l'extension des droits démocratiques des citoyens.

Nous demandons aux fédérations de bien tenir compte des positions exprimées par le Parti à ce sujet.

.../...



#### IV. La presse

Les thèmes politiques se trouvant au centre de notre plan de travail seront également popularisés dans notre presse.

Les fédérations sont donc priées de prévoir et d'organiser des ventes collectives de notre presse en

septembre : 16 et 17

octobre : 14 et 15

novembre : 11 et 12

décembre : 16 et 17

x

- V. Début décembre, la réunion du C.F. doit être consacrée au bilan des activités des mois de septembre, octobre et novembre, et à la préparation des assemblées de remise des cartes de membres 1973.

Un rapport écrit devra être envoyé au Comité central avant le 15 décembre.

x

#### VI. SOLIDARITE INTERNATIONALE

##### Aide accrue au Vietnam

Mise en application des décisions de la conférence des partis communistes européens pour l'aide au Vietnam.

Le plan des activités prévues sera communiqué lors de la réunion des secrétaires politiques du mardi 29 août.

Une chose doit être claire : le parti prend l'initiative et l'action en mains.

=====

A. De Coninck  
Secrétaire national



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 21 août 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE  
-----

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le  
VENDREDI 25 AOUT 1972 A 9 H.30.  
=====

A l'ordre du jour :  
-----

- Préparation prochain C.C.
- Liaisons avec les fédérations.

Fraternellement,

A. DE CONINCK.



Procès-verbal Bureau Politique du 25/8/72

Présents : Debrouwere, De Coninck, Glineur, Levaux, Turf, Renard, Van Geyt, Van den Branden.

Excusés : Blume, Coussement, Drumaux, Dussart.

Préparation prochain C.C.

Discussion des notes préparatoires par rapport introductif de L. Van Geyt au prochain B.P. du 1/9.

Orateur francophone pour fête DR-RV : à examiner au Secrétariat du 28/8.

- Liaisons avec les fédérations

Pour rappel, c'est aux bureaux d'aile qu'il appartient d'établir ces liaisons

- pour l'aile flamande : le P.V. de leurs décisions sera transmis aux membres du B.P.

- pour l'aile wallonne : soumettre le problème à la prochaine réunion du 15/9.

- pour Bruxelles : examiner au Secrétariat et soumettre au B.P. les solutions envisagées.

- Réactions à l'article de J. Turf sur la Tchécoslovaquie

- Pour rappel, le B.P. s'est toujours opposé aux procès comme moyen politique de régler les situations.

- J. Turf répondra par écrit à la cellule de Liège et au camarade de Deurne; de surcroît, M. Levaux organisera une réunion avec les camarades de la cellule qui proteste; idem pour Deurne par la fédération d'Anvers.

- Emploi et politique de Simonet

- Cl. Renard préparera pour le prochain B.P. un projet de résolution (tenir compte des contradictions qui commencent à se manifester au sein du PSB à l'égard de cette politique).

- Levaux fera éditio pour prochain D.R.

=====



*Cole Cl. Renard*

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE  
Avenue de Stalingrad 29  
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 28 août 1972

Aux membres du B.P.

=====

Chers camarades,

Voici encore 3 notes pour le dossier  
"Plan de travail" que nous examineront au  
B.P. du début septembre.

Bien fraternellement,

A. De Coninck



Complément à la note sur le P.S.B.

Depuis que cette note a été rédigée, des éléments d'information nouveaux amènent à rectifier et à préciser.

1. Le Congrès doctrinal est reporté au printemps. On ne désire pas confronter une plateforme doctrinale avec les réalités de cet automne. On juge la situation trop incertaine.

2. Sur la partie politique escomptée du Congrès, la lecture du document confirme que le Congrès doctrinal vise non seulement à justifier la pratique de la participation actuelle au gouvernement, mais à provoquer le consensus sur l'accentuation néocapitaliste de la pratique. Il s'agit d'une opération offensive de la droite. Le document souligne l'inspiration mansholtienne du P.S.B.

Le sommaire des thèmes traités indique comment le gouvernement actuel ou futur entend poser les problèmes sociaux - austérité générale avec aménagements catégoriels permettant de resserrer les liens avec la clientèle électorale.

3. Le projet s'inscrit dans une opération générale de la droite européenne pour tenter de sortir de l'impasse (inflation, chômage, déséquilibres).

Fin août, 1972

A. DUCHATEAU



1<sup>er</sup> semestre 1972 - notes non déclassées

BP20\_1972\_09



PROPOSITIONS A FAIRE AU MOUVEMENT OUVRIER ET A SES ALLIES  
POUR ARRIVER A UNE LUTTE EFFICACE

-----

1. Au niveau de l'analyse

Il y a lieu de s'inspirer de certaines constatations, parmi lesquelles :

1.1 - La bataille effective pour l'emploi ne se développe actuellement que dans un nombre limité de grosses "boîtes". Il faut profiter de la mobilisation de septembre pour populariser davantage les propositions de la dernière session du Comité central.

1.2 - Toutes les grosses concentrations ouvrières - qu'il s'agisse des grandes entreprises wallonnes en voie de "rationalisation" ou de celles du pays flamand en voie d'expansion - ont un certain nombre de caractéristiques en commun : accélération des cadences, mutations intempestives et le fait qu'on y travaille généralement "à pauses". Ces caractéristiques sont à l'origine d'un certain nombre de grèves "sauvages" enregistrées ces derniers temps (Hainaut-Sambre, General Motors, Métallurgique de Prayon...)

C'est un terrain qui permet de rencontrer à la fois les préoccupations générales des travailleurs occupés dans ces entreprises et celles, plus spécifiques à la Wallonie, de mesures concrètes liées à la défense du volume de l'emploi. Des revendications portant sur ces matières sont susceptibles d'unir dans le combat les travailleurs de toutes les grosses entreprises du pays. Dans la mesure où le mouvement syndical se trouve généralement incapable de faire triompher ces revendications (tout au plus - dans le meilleur des cas ! - se bat-il pour des compensations financières), celles-ci devraient faire l'objet de propositions de loi qui présenteraient par ailleurs le double avantage de couper l'herbe sous le pied aux groupuscules gauchistes et de mobiliser les énergies ouvrières pour un combat politique d'envergure.

1.3 - La classe ouvrière, ce n'est pas seulement celle des grosses entreprises. Et le monde du travail, ce n'est pas seulement la classe ouvrière. Pour assurer la mobilisation la plus large, mettre les dirigeants socialistes et démocrates-chrétiens au pied du mur, accumuler les difficultés devant le grand capital et contraindre ainsi ce dernier à la défensive, il faut relancer certaines revendications d'ensemble qui - le plus souvent - figurent d'ailleurs dans les programmes syndicaux interprofessionnels.

1.4 - Aux revendications à court ou moyen terme, il faut associer plus systématiquement la perspective antimonopoliste. Si la situation n'est pas encore "mûre" pour l'idée des nationalisations démocratiques (l'avant-garde elle-même est loin d'avoir des positions nettes en la matière), il peut être utile de dénoncer l'ennemi principal en le rendant moins "abstrait".

.../...



.../...

Les sociétés anonymes ne sont pas si "anonymes" que cela ! On peut citer des noms parmi ces quelque 2 % de possédants qui détiennent la moitié de la fortune mobilière du pays et siègent dans les principaux conseils d'administration.

Ainsi, on ne s'en prendrait plus exclusivement aux "monopoles" ou aux "puissances financières" en général, ni à ces "écrans" que sont les Simonet et Cie.

Désigner les vrais responsables, démontrer qu'ils ne constituent qu'une infime minorité et, par là, contribuer à mieux les isoler sur tous les terrains de lutte - y compris celui de la fiscalité ! - peut aider à préparer le terrain pour des revendications plus "avancées" autant qu'à dégager parmi les couches non salariées de la population - et parmi les cadres ! - de nouveaux alliés pour le mouvement ouvrier.

## 2. Les propositions

2.1 - Celles relatives à l'emploi contenues dans la résolution finale de la session des 10 et 11 juin du Comité central.

2.2 - Les points essentiels d'une proposition de loi à déposer par le(s) groupe(s) parlementaire(s), modifiant la loi sur la durée du travail au profit des travailleurs

- "à feu continu" (sidérurgie, verrerie, etc.) et à régime "non stop" (dimanche compris), comme c'est le cas actuellement dans la production du papier, etc.;

- à trois pauses, avec repos le dimanche;

- à deux pauses.

Les réductions substantielles du temps de travail en faveur de ces trois catégories de travailleurs s'entendent avec maintien du revenu, toutes primes comprises.

(Eventuellement, se fixer comme objectif l'alignement sur ce qui existe déjà dans certains secteurs: centrales électriques..)

Voir aussi dans quelle mesure pareille action ne pourrait être menée au plan "européen".

2.3 - Dès cette année: le salaire brut minimum interprofessionnel à 12.500 francs à l'indice du 1<sup>er</sup> janvier 1972 dès 21 ans; la pension minimum de ménage à 90.000 francs sans impôt; le crédit d'heure effectif aux travailleurs-étudiants.

2.4 - Renforcer l'activité "économique" du parti en général, en fonction de ce qui est exposé en 1.4; la faire "descendre" davantage au niveau des luttes concrètes et, dans tous les cas, entreprendre une campagne d'agitation et de révélations sur ce qu'est la minorité monopoliste dans ce pays, comment elle vit, à quelles spéculations elle se livre...

André MARTIN



NOTE POUR LES MEMBRES DU B.P.LA POLITIQUE SOCIALE ET ECONOMIQUE DE LA VOLKSUNIE

===== (Koen Calliauw)

Il est frappant de voir à quel point la Volksunie tente de perdre son image d'un parti qui ne se base que sur deux mots d'ordre, "fédéralisme" et "amnistie". Depuis son 13ème congrès, toute la politique sociale de la VU est menée sous la bannière d'une "répartition juste du bien-être pour tous". Le mot d'ordre électoral "social-fédéral" en est le reflet.

On peut dire que des pragmaticiens du genre de Schiltz prennent de plus en plus d'avance à côté des "durs". Certains soi-disants représentants des travailleurs, comme Slegers p.ex., ont été mis à l'avant-plan et dans de nombreux cas, la VU tente de se présenter comme un parti à vocation sociale. Cela n'empêche que dans la pratique, la VU reste le parti de réserve du grand capital et joue même de temps en temps le premier violon dans la défense des trusts en Flandres.

La politique anti-syndicale de la VU reste probablement la meilleure preuve du fait que ce parti nationaliste flamand est un mouvement orienté contre la classe ouvrière. Lors du 13e Congrès de la VU en juin 1971, Coppieters disait : "L'analyse de la politique sociale actuelle en Belgique nous cause dans divers domaines des soucis. Les structures sociales n'offrent pas une perspective planifiée, systématique, parce qu'elles sont devenues le terrain de chasse d'organisations sociales. La volonté politique ne s'exprime plus librement ici ! Deux "holdings sociaux" dominent complètement la politique sociale et sont par conséquent des défenseurs de l'unitarisme".

Par ces "holdings sociaux", on veut évidemment dire les deux grands syndicats, la FGTB et la CSC. Cette déclaration reflète clairement le mécontentement de la VU (qui est le même de celui de la FIB) sur le fait que les organisations sociales ne veulent pas "jouer avec" pour adapter le néocapitalisme et pour partager le gâteau des théories à la De Man. Ce mécontentement s'exprime dans la pratique quand la VU agit dans la lutte concrète comme un élément de division et tente de discréditer les syndicats auprès des travailleurs. Dans des cas extrêmes, la VU et les dirigeants pragmatiques de la VU auront peu d'objection à ce que des

.../...



troupes de choc d'extrême-droite, du genre de la VMO, se mêlent de façon directement fasciste de la lutte ouvrière. Cette situation fasciste presque classique, les troupes de choc de la droite qui sont habilement utilisées par le grand capital, deviendra à mon avis, comme c'est le cas en Italie, en France et ailleurs, de plus en plus actuelle en Belgique aussi. Ceci avec en Flandre la VU comme plaque tournante "légale" et centrale.

Entretiens, la VU offre une "alternative" démagogique en ce qui concerne la politique sociale. Face aux "lacunes" (et nous citons ici un texte du congrès de la VU) "de la politique sociale des dernières trente années, la VU se donne comme premier objectif : un revenu minimum pour chacun, sans tenir compte de sa situation sociale, de 85.000 F, et une répartition réelle des revenus qui doit aboutir à une égalité sociale plus grande. Pour atteindre cet objectif, la VU utilisera surtout 4 moyens :

- 1) D'abord une fédéralisation des structures sociales qui doit avoir pour résultat une nouvelle répartition. Une réforme fédérale des structures d'Etat donnera à la communauté flamande la possibilité de fixer elle-même sa politique de bien-être. La communauté wallonne également aura la compétence pour définir sa propre politique sociale.
- 2) L'expansion structurelle du produit national brut doit être répartie entre les classes de revenus de telle façon qu'aux petits revenus soit assurée une augmentation beaucoup plus grande qu'aux grands revenus.
- 3) Mais la réforme la plus importante doit se faire par la transmission de revenus, des grands revenus vers les petits.
- 4) La fiscalisation des cotisations à l'ONSS enfin sera - par le fait que cela aura comme conséquence l'abolition des plafonds salariaux et la progressivité des taux d'impôts- également un élément qui contribuera à cette nouvelle répartition.
- 5) Enfin, il y a encore l'amélioration de l'index et l'application d'une échelle dégressive pour l'indexation des salaires.

L'essentiel dans le raisonnement des 4 points est la "nouvelle répartition" vers laquelle tente la VU et qui n'est rien d'autre qu'une "adaptation" du néocapitalisme comme le souhaite p.ex. Simonet. Cette politique qui est en fait réactionnaire, est complétée de quelques points progressistes, tels que la fiscalisation des cotisations ONSS.

Le "modern management" prime donc dans la VU et on est partisan de la participation et d'une part des bénéfices pour les travailleurs. On évite

.../...



habilement les difficultés avec les "durs" comme Goemans, et, s'il le faut, on va même un peu manifester contre Gromyko pour faire oublier l'image "de gauche" qu'a créé la participation à la manifestation Vietnam du 6 mai à Anvers. Ceci est bien nécessaire pour des raisons électoralistes, car, d'après l'institut d'enquêtes INRA, les électeurs de la VU viennent essentiellement (87%) des couches moyennes inférieures et supérieures. Les "managers" à la Schiltz comprennent pourtant que, s'ils ne veulent pas faire du "sur place", ils doivent aussi lancer le hameçon vers les travailleurs. Ce qu'ils font d'ailleurs.

Pour comprendre la politique sociale et économique de la VU, il est sans doute nécessaire de tenir compte de l'idéologie nationaliste flamande. Le président du Parti, Van Der Elst, disait au 13e congrès de la VU: "le nationalisme est la force motrice. Frederick Hertz a très justement constaté que le nationalisme a prouvé être plus fort et plus puissant que n'importe quelle autre doctrine.(...) Le nationalisme flamand est dans cet Etat aussi la force politique la plus puissante, il est au point de vaincre définitivement l'establishment unitaire belge".

Cette doctrine nationaliste contient donc du corporatisme, une collaboration entre toutes les classes, et la lutte contre ceux qui tentent de changer la société sur la base d'une conception de classes. Van Haegendoren, qui passe pour l'idéologue du nationalisme flamand, écrivait dans son livre "Nationalisme et fédéralisme" des choses qui trahissent un penchant très prononcé vers des formes d'état basées sur une élite. Quelques citations: "La démocratie politique exige un degré élevé d'instruction générale", "L'élite qui définit la politique de l'Etat", "Les compatriotes avec un haut niveau de développement et de sensibilité politique doivent être les porteurs de la volonté nationale". Le journaliste Frans Lavacq qui recensait le livre de Van Haegendoren dans "De Nieuwe" du 10 septembre 1971, remarquait entre autres: "L'utilisation abusive des termes travailleur et travail est un piège dans lequel les progressistes de la VU, malgré les leçons du national-socialisme, sont toujours tentés de tomber". Et encore: "La doctrine sociale du nationalisme est boiteuse et ses béquilles montrent des fissures. Se basant sur des motifs romantiques, irrationnels, le nationalisme engage la lutte contre les abcès du capitalisme, mais d'autre part, il craint fortement la puissance de la classe ouvrière. Sur ce point, la droite a une chance. Il est tout à fait normal que les



nationalistes considèrent "les petits indépendants comme la grande réserve naturelle de l'initiative, de la stabilité, comme les gardiens des mœurs et des traditions" (citation du livre de Van Haegendoren), et observent en même temps avec un certain dédain critique "la masse des petits paysans et du prolétariat ouvrier qui n'attachent pas de valeur au patrimoine culturel national" (citation du livre de V.H.).

Puisqu'il faut s'attendre à ce que la VU se manifestera de la façon la plus démagogique dans les actions ouvrières de "l'automne chaud" qui viendra, il me paraît tout à fait indispensable de mener une campagne plus claire contre ce parti de droite et, surtout, de faire comprendre aux travailleurs que la VU est un parti de classe qui a beaucoup de ressemblances avec des groupements étrangers de droite et entre autres avec la VNV d'avant-guerre.

Sans appeler un peu facilement la VU complètement fasciste, je pense cependant que ce parti constitue un immense danger si nous ne sommes pas soucieux de démasquer en permanence sa politique socio-économique comme une politique démagogique et dirigée contre la classe ouvrière.

#### La politique institutionnelle de la VU

La VU a opté pour une "démocratie ouverte" et tente de convaincre les sceptiques qu'elle n'est pas contre la démocratie parlementaire. La VU veut transformer "l'affaire d'Etat" en une "affaire du peuple", ce qui signifie qu'elle est partisan de l'adaptation de cet Etat, sans le modifier, et surtout, ici aussi, de faire participer toutes les classes, de façon corporatiste, au maintien de l'état néo-capitaliste. Dans ce contexte, la VU attaque les partis "de couleur". Il est intéressant de savoir que Van Der Elst, président de la VU, dirige ici aussi le feu contre les organisations sociales. Au 13<sup>e</sup> congrès, il disait : "Mais les règles de jeu d'une démocratie ouverte doivent être respectés aussi par les trois partis traditionnels, qui ont tendance à se donner le monopole. Cela s'est vu entre autres lors des élections des conseils d'entreprise, qui étaient une parodie d'une démocratie réelle. Un pluralisme qui se limite aux trois partis traditionnels et leurs organisations annexes n'est pas du pluralisme, c'est du conservatisme!"

La VU reste évidemment partisan du fédéralisme, bien qu'elle consacre maintenant beaucoup d'attention aux problèmes socio-économiques. La VU a pourtant intérêt à ne pas faire oublier les communautés. Le 15 octobre, la Vlaamse Volksbeweging organise à Vilvorde une grande manifestation à laquelle la VU prête son concours.

.../...



Tandis que l'automne chaud aura tout à fait commencé sur le plan du pouvoir d'achat, la VU et la VVB vont donc essayer, par une manifestation de masse, de poser dans le centre de l'intérêt les problèmes communautaires, et par conséquent de semer la confusion parmi les travailleurs. La manifestation se déroulera sous des mots d'ordre tels que "Sauvez le Brabant flamand", "NOTRE Brabant flamand", "Dégraissez Bruxelles", etc. On tente de placer la manifestation sous le signe du "petit consommateur" et ... de la défense de l'environnement. La combinaison de ces sentiments dans le cadre d'une politique qui ne sert que la bourgeoisie flamande (et la bourgeoisie wallonne et bruxelloise), démontre encore une fois de quelle manière souple, la VU mène sa politique bourgeoise et pragmatique.

En ce qui concerne la régionalisation, la VU est pour une seule SDR pour la Flandre. Elle constate avec plaisir qu'il y a des divergences entre le PSB et la FGVB à ce sujet. Et, comme il fallait s'y attendre, ici aussi la VU insiste sur le fait qu'il existe des divergences entre flamands et wallons en ce qui concerne la création des SDR, surtout entre socialistes wallons et flamands. Mais c'est surtout l'application de l'article 107 quater de la Constitution qui fournira à la VU l'occasion de pousser à l'extrême les querelles communautaires. Dans "Wij" on écrit: "La VU et probablement aussi les autres fractions fédéralistes, ne négligeront pas de mettre tout en oeuvre pour qu'à l'occasion de cette loi, un réel pas en avant soit fait en direction du fédéralisme. Nous pourrions constater en même temps si le président "fédéraliste" du SVP se souvient encore de ses prises de position d'autrefois". En ce qui concerne la dernière phrase de cette citation, on peut remarquer que la VU continue à "ronger" le CVP, à travailler son potentiel électoral, sur la base des problèmes communautaires. Un des problèmes essentiels de la VU reste cependant son isolement relatif face aux autres partis. Aussi longtemps que la VU ne pourra pas briser cet isolement, elle ne sera pas considérée comme un parti qui ... pourrait fournir éventuellement des ministres.

La VU attache de l'importance à l'initiative Nothomb qui a réuni le PSC wallon, le RW, le PLP wallon et le PCB wallon. "Wij" écrit: "Une des positions qu'ils soulignaient à l'issue de la table ronde était que toute la Wallonie doit être dotée d'organes puissants avec des compétences réelles et que ces organes doivent disposer des moyens financiers nécessaires.(...) Mais la question se pose avec quelle force le PSB pourra freiner s'il ne veut pas s'opposer à une partie importante de l'opinion wallonne..."

.../...



Cette question se pose bien sûr à juste titre. Si on veut empêcher que la VU conserve le monopole d'un parti qui aspire soi-disant de façon conséquente au fédéralisme et qui veut modifier la législation actuelle dans ce domaine, (qui est insuffisante), pour arriver au fédéralisme, le PC devra attacher plus d'importance à ses positions au sujet de la réalisation du fédéralisme démocratique sur la base de la compréhension mutuelle entre les travailleurs wallons et flamands, comme étape sur la voie de la construction démocratique et pacifique d'une Belgique socialiste.

=====



## POSITIONS DES PARTIS POLITIQUES SUR LE PLAN ECONOMIQUE ET INSTITUTIONNEL

=====

### PLP & PVV

Les positions du PLP en matière institutionnelle n'ont pas fait l'objet de textes engageant le parti dans son ensemble au cours des derniers mois. Pas plus la direction du parti que le Centre Paul Hymans ne sont à même de fournir un document global et récent en la matière. Le congrès national qui doit avoir lieu en novembre au plus tard devra combler cette lacune. En attendant, le PLP est surtout à la recherche de sa cohésion en tant que "parti régionalisé à vocation nationale". La synthèse entre les nostalgies unitaristes et la pression du fait unitariste apparaît laborieuse.

Des options se dégagent cependant assez clairement sur le plan économique. D'une part, le congrès de juin 1972 s'est prononcé "pour un libéralisme social et progressiste qui accepte l'intervention régulatrice des pouvoirs publics afin d'éliminer les erreurs, les carences et les abus du mécanisme du marché"; d'autre part, Willy De Clercq a, sans être contredit, précisé au même congrès ce que signifiait cette position. Il a opposé "l'alternative libérale" au "collectivisme incarné par les partis de la majorité", et défendu contre "la bureaucratie de l'Etat", le dynamisme de l'entreprise privée et le fonctionnement normal de l'économie de marché. Pour le surplus, des résolutions approuvées par le congrès réclament le contrôle par le Parlement des dépenses publiques; lorsque les pouvoirs publics accordent une aide aux entreprises privées, la publicité de ces aides, quant à leur nature, à leur importance et à leurs bénéficiaires, doit être faite au Moniteur. Elles réclament la protection de l'épargnant, la suppression de la "loi de contrainte Cools en matière de prix"; une meilleure organisation du marché des capitaux au profit du secteur privé; l'encouragement de l'actionnariat (dans le cadre de la participation des travailleurs à l'entreprise). En matière foncière, le congrès a demandé aux administrations centrales et locales de mettre à la disposition de la construction tant privée que sociale leurs terrains pour réduire le prix de ceux-ci. (Et, depuis lors, De Clercq s'est élevé, au nom de la propriété privée et de ses droits, contre l'avant-projet De Saeger sur la spéculation foncière). Enfin, le congrès a demandé l'égénéralisation progressive du statut social des indépendants et des salariés, l'instauration immédiate de la pension nationale, la suppression du cumul du revenu des époux et l'indexation générale des barèmes fiscaux.

La concertation wallonne entreprise à l'initiative du PSC a permis à l'aile wallonne du PLP de préciser certaines positions. D'accord sur le principe de la régionalisation et sur la nécessité d'installer en Wallonie des organes influents dotés de pouvoirs réels, le PLP s'est aussi prononcé pour une assemblée régionale wallonne élue au SU et pour un exécutif issu de l'assemblée, et responsable devant elle - mais il souhaite le maintien des provinces. Accord aussi sur les matières énumérées par les 28 - le territoire devant être délimité après consultation des populations intéressées.

.../...



.../...

Par ailleurs, si le PLP bruxellois tendance Delforge dénonce le fédéralisme et le PVV "le fédéralisme des partis extrémistes", il faut rappeler que le manifeste PVV de juin 1971 "Steeds meer", demandait notamment que les deux communautés nationales soient représentées à tous les niveaux, à l'armée, dans la diplomatie, dans l'économie, dans la recherche scientifique, dans les universités - proportionnellement au chiffre de la population, soit 60 % pour la communauté flamande.

X

X

X



## PSC

Pour le PSC, les textes ne manquent pas et la lecture du "Cahier des dirigeants" témoigne d'une volonté de vitaliser le parti qu'il ne faudrait pas sous-estimer. Pour Nothomb, il s'agit de faire jouer au PSC en tant que tel un rôle de contrepoids au PSB. Ce nouveau dynamisme pourrait avoir des effets attractifs sur certaines franges du MOC. A noter dans cet ordre d'idées que Van Aal a repris le mot d'ordre du "contre-pouvoir" pour le donner en pâture aux Jeunes sociaux-chrétiens.

Le PSC se déclare ferme partisan de la régionalisation et de la décentralisation - dont la nécessité est surtout impérieuse en Wallonie. D'où l'initiative de la "concertation", à laquelle le PC a pris part.

A la veille de cette concertation, le président Nothomb définissait en 4 points les buts de son parti:

- Le PSC veut le maintien de la Belgique et le fonctionnement plus efficace de l'Etat belge. Il croit que cet Etat belge pourra fonctionner mieux si certains de ses organes sont adaptés et notamment le fonctionnement du Parlement, et si les tâches importantes qu'il doit remplir -indispensables au niveau national et qui requièrent toute son attention- ne l'obligent plus à régler par une centralisation excessive toute une série de matières qui peuvent être réglées régionalement ou localement.
  - Le PSC veut que les problèmes spécifiques à la Wallonie puissent être assumés au niveau de la région wallonne, sans pour cela recréer une nouvelle centralisation régionale.
  - Le PSC est attaché à la province et désire que davantage de responsabilités puissent être exercées à ce niveau en dernier ressort, soit par la décentralisation de compétences vers le pouvoir provincial, soit par la déconcentration de certaines décisions à prendre dans les services de l'Etat qui sont établis sur le ressort géographique de la province.
  - Le PSC estime souhaitable de décentraliser également vers les fédérations de communes et vers les communes un certain nombre de compétences qui peuvent être mieux organisées à ce niveau.
- Enfin, le PSC a le souci qu'entre ces différents niveaux, l'exercice du pouvoir démocratique puisse se faire avec le maximum de clarté."

L'accord donné (par 25 voix et treize abstentions) par le Conseil permanent du PSC au principe d'une seule SDR pour l'ensemble de la Wallonie rappelle encore -en le précisant- l'attachement du parti à l'institution provinciale (voir annexe).

.../...



.../...

On retrouve encore cette idée dans le document final de la concertation wallonne. Si le PSC y affirme son accord pour "l'installation, au niveau de la Wallonie, d'organes influents, dotés de pouvoirs réels - avec les compétences, les moyens financiers et d'exécution nécessaires pour résoudre les problèmes spécifiques à l'ensemble de la Wallonie", il y exprime aussi le souhait de voir élargir les attributions des provinces.

C'est là que se situe actuellement, me semble-t-il, le point le plus faible de la position du PSC: comment vouloir "le maximum de clarté" et une plus grande rationalité dans nos institutions, et exiger en même temps le maintien (et le renforcement) de la province, en plus des échelons national, régional et local ? Il faudra tenir compte en tous cas des faits, et notamment du souffle nouveau que la loi-cadre Terwagne a donné à la province.

Au total cependant, le PSC avec ses initiatives et sa volonté bien affichée de régionaliser, peut prétendre à un certain dynamisme, surtout face à un Leburton qui affirme que tout est réglé puisque les 107 quater existe.

Sur le plan économique, la traditionnelle "bouillie pour les chats" est de rigueur. Depuis les appels lyriques de M. Wigny à la participation et à la révolution, rien de précis n'est sorti de source PSC qui donne une vue globale sur d'éventuelles réformes économiques.

La contradiction est nette entre l'"interclassisme", qui sert de fondement aux théories et à la pratique du PSC, et les dernières orientations des Semaines sociales wallonnes.

X

X

X



Annexe PSC

Motion adoptée le 20 juin 72 par le Conseil permanent du PSC

Le PSC se prononce pour la création d'une Société de développement régional (SDR) au niveau interprovincial wallon, groupant les provinces de Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur et l'arrondissement de Nivelles, étant convenu que :

- 1°- les conseils provinciaux ont, en vertu de la loi-cadre du 15 juillet 70, le droit d'initiative dans la création de la SDR et se réservent le droit d'élaboration et de modification des statuts sur base des lignes générales déterminées par le gouvernement, ce qui implique également le droit de retrait;
- 2° les organes de la SDR sont composés :
  - a) par les membres représentant le secteur public et désignés par les conseils provinciaux,
  - b) par les délégués des organisations économiques et sociales représentées au CER.

Dans chacun de ces organes, la majorité sera acquise aux mandataires désignés par les conseils provinciaux;

- 3° la représentation du secteur public, via les provinces, sera répartie de la façon suivante : 25 % pour le Hainaut, 25 % pour Liège, 50 % pour l'ensemble constitué par le Brabant wallon, Namur et Luxembourg;
- 4° L'administration de la SDR sera assurée en liaison avec celle du CERW par un nombre restreint de fonctionnaires permanents, s'appuyant sur un collège d'experts composé d'au moins un délégué de chacune des associations intercommunales;
- 5° La SDR wallonne sera un organe technique de coordination, qui confèrera avec les intercommunales sans les supplanter;
- 6° Etant donné le caractère propre à la province de Brabant et les problèmes de Bruxelles, un organisme de concertation assurera la nécessaire coordination des actions des SDR concernées sous la forme la plus appropriée;
- 7° La SDR devra être coordonnée avec les organes à naître du 107 quater. Il y a donc opportunité d'harmoniser dans le temps et les compétences, la création de ces divers organes au niveau wallon, d'une part, de Bruxelles, d'autre part.

=====



Un congrès du CVP doit avoir lieu en octobre, qui fera le point en matière institutionnelle notamment.

En attendant, le CVP vit sur les positions du congrès de décembre 70, qui, en gros réclamaient trois échelons de pouvoir dans le pays :

- national (avec comme attributions: les affaires étrangères, la politique monétaire, les prix, la politique conjoncturelle, le crédit, la réglementation du travail, la prévoyance sociale, la grosse infrastructure, les transports, la poste et les aspects nationaux de la fiscalité)
- régional: avec comme instruments les nouvelles institutions régionales mais aussi les provinces
- local : avec les grandes agglomérations et fédérations de communes.

Ce même congrès se prononçait pour une SDR par province et affirmait un attachement net à l'institution provinciale.

(Je dispose des documents du congrès de décembre 70, et puis, le cas échéant, développer ce chapitre).

A noter cependant que :

1- le congrès des CVP-Jongeren de juin dernier a condamné l'institution provinciale comme désuète, éloignée de la vie, et aussi comme un obstacle à une véritable régionalisation. Les mêmes se sont prononcés pour une seule SDR pour toute la Flandre

2- Wilfried Martens a déclaré au début de juillet que son parti pouvait se rallier au Manifeste pour Bruxelles présenté par le Centre de coordination des associations flamandes. Parmi les sept points du manifeste : limiter dans un cadre strictement technique les compétences du Conseil d'agglomération, concevoir très largement le rôle de la commission culturelle néerlandaise du Conseil (où le CVP allié à la VU, détient la majorité), création d'un nouvel arrondissement électoral Hal-Vilvorde, extension des fédérations de communes du Brabant flamand, nouvelle procédure linguistique pour de nouvelles élections au Conseil d'agglomération.

Sur le plan économique, la pensée social-chrétienne flamande n'est pas plus incisive que la pensée francophone. De longs textes exposent (au congrès de 70) la volonté de mettre l'économie au service de l'homme et la production au service de la consommation. Mais la description du système actuel (jamais appelé par son nom) pêche par de graves lacunes, puisqu'il est défini comme "une économie de marché largement décentralisée, où la décision est laissée à l'initiative privée -ce qui est favorable au consommateur pour autant qu'il y ait concurrence effective". Mais rien n'indique que cette concurrence est d'un autre siècle, et que l'heure est aux puissants monopoles et aux sociétés multinationales.

Cet escamotage pourrait être dénoncé à l'occasion, car il est certain qu'il n'a pas passé inaperçu à certains démembrements du Mouvement ouvrier chrétien flamand, dont l'analyse de la réalité capitaliste est précise.



F.D.F./R.W.

1. S'agissant d'une formation politique comme le F.D.F./R.W., l'analyse et la critique exigent une information sérieuse en raison de
  - l'origine hétérogène et récente de cette formation
  - son caractère actuel de regroupement de tendances diverses et fluctuantes, la composition pluraliste de sa direction, de ces cadres et de sa base électorale.
  - sa réussite rapide en tant que parti.

Ceci impliquerait aussi un examen des raisons pour lesquelles la fonction que remplit le F.D.F./R.W. - et qui lui a été reconnue par une masse importante - n'a pu et peut-être ne pouvait être assumée par le M.P.W. Cela soulèverait plusieurs questions :

- examen des relations P.S.B./F.G.T.B.Wallonne/M.P.W.renardiste.
- examen de la consistance politique du concept de solidarité réciproque Bruxelles/Wallonie et des facteurs de l'équilibre des tendances dont Lagasse semble être actuellement l'arbitre.

Outre la documentation écrite, les éléments d'appréciation sur les relations vivantes entre les hommes et les groupes constituent aussi une source importante pour une vue prospective de l'évolution du F.D.F./R.W.

2. Le phénomène d'agglutinement qui a conduit à la formation d'un parti unique implique l'affirmation d'une solidarité Bruxelles-Wallonie, élément qui était loin d'être présent dans le M.P.W.

La fusion a eu lieu, sans doute, pour des raisons électorales et parce que le F.D.F. est apparu comme le noyau le plus solide après la désagrégation, dès 1964, du groupe dirigeant du M.P.W.

Aux dernières élections communales, l'impression pouvait exister d'une stabilisation de l'influence du R.W. Le succès plus net du F.D.F. a ranimé les ardeurs R.W.

Dans la fusion réalisée, le F.D.F. continue à se distinguer comme une structure organique plus solide que celle du R.W. Cela s'explique par les réalités institutionnelles et autres de la région de Bruxelles.

3. Pour les observateurs du C.R.I.S.P., le F.D.F./R.W. est devenu " un élément structuré, important et durable du système politique belge ".

Il a dépassé le stade du mouvement, contrairement à la manière délibérément adoptée par le M.P.W. Il ne constitue cependant pas un parti au sens classique. Certains théoriciens du F.D.F./R.W. s'en rendent compte lorsqu'ils préconisent la formation d'un parti idéologique et non sociologique.



Ils négligent une réalité : la relation privilégiée du F.D.F./R.W. avec la petite bourgeoisie francophone.

D'autres contredisent et font observer que si l'électorat est hybride - ce qui laisse supposer la possibilité d'une rapide récupération par les partis traditionnels - cet électorat est cependant demeuré fidèle et a accepté une évolution : " alliance avec le R.W., fédéralisme, intégration de cadres venus du P.S.C. et du P.C., accès au pouvoir communal et d'agglomération ... selon eux, l'électorat F.D.F. serait politiquement aussi mûr et sociologiquement aussi homogène que n'importe quel parti européen de type 'gauche, centre gauche'".

Il faut noter les facteurs importants qui le poussent dans la direction d'un parti structuré :

- la permanence des problèmes soulevés par la laborieuse organisation de relations communautaires,
- des scrutins électoraux successifs favorables,
- la formation d'un groupe parlementaire dont l'activité tend à déborder le cadre des problèmes spécifiques qui ont provoqué la naissance du mouvement,
- les possibilités qui lui sont offertes par la politique gouvernementale de remplir une fonction d'opposition sur un terrain assez large,
- l'existence d'un groupe dirigeant, capable de développer une tactique à la fois démagogique et souple, susceptible d'assurer, dans la position d'opposition, la cohésion des courants internes et de maintenir le "coude à coude" dans les rivalités,
- le processus d'effritement, pour des raisons diverses, des partis traditionnels restreignant les possibilités de la récupération tentée par le P.S.B. et le P.S.C.,
- le retard dans la constitution d'une autre forme de regroupement.

4. Dans l'alliage F.D.F./RW. la partie la plus exposée au fractionnement est sans doute le R.W. Un certain flottement s'y manifeste.

La question est de savoir comment on peut rendre les courants conscients des ambiguïtés du F.D.F./R.W. et des divergences fondamentales entre ceux qui pensent plus ou moins clairement des choses comme ceci :

- d'une part :

" Les générations montantes savent que le pouvoir est économique et financier autant que politique et veulent que la programmation, voire la planification, engagent effectivement ceux qui y sont parties.

.../.



Ce n'est pas de collectivisme qu'il s'agit, mais d'une expérience originale qui montrera si oui ou non, un mariage de raison est concevable entre les impulsions du secteur privé et les orientations ou initiatives qui émanent de la majorité. " (Rénovation, mai 72).

- d'autre part:

"Face à l'unitarisme des Leburton, V.d.B., Simonet et autres Vlerick ou Vanaudenhove, n'est-il pas en train de se créer une solution de rechange avec le F.D.F./R.W., des P.L.P., certains démocrates-chrétiens du P.S.C. ou du C.V.P. et, qui sait, des socialistes wallons fédéralistes? "

On ne peut oublier que ce qui lie encore la droite et la gauche dans le R.W., c'est le sentiment que le fédéralisme est la première réforme de structure nécessaire (opinion exprimée par Patris) ni qu'en matière de régionalisation le mouvement pose des revendications assez précises : "création de conseils régionaux élus, avec un pouvoir législatif sur certains matières et un exécutif responsable devant eux. ".

Fin août - A.DUCHATEAU



## POSITIONS ACTUELLES DU P.S.B. (institutions et économie)

1. Le P.S.B. a annoncé son congrès doctrinal pour l'automne 72. Nous ne disposons pas d'une documentation systématique sur le sujet. Le document préparatoire du Bureau du P.S.B. aurait été conçu sous forme de questionnaire suggérant un éventail de réponses sur quoi le choix des militants devrait se faire.

Seraient consultés les militants du P.S.B., réunis en petits groupes admettant la présence d'invités non-membres du P.S.B.

Ce mode de préparation à première vue semble répondre au désir de faire l'économie d'un débat doctrinal sur les principes et sur le fonds et de le remplacer par l'approbation, provoquée par le jeu des questions, de l'orientation actuelle de la participation gouvernementale et d'essayer d'en faire une plateforme susceptible de resserrer l'unité interne du P.S.B. et de consolider les résultats électoraux de 1971.

Un article de Larock, de façon indirecte, à propos du suédois Palme, à qui le mérite est attribué d'avoir constitué de milliers de groupes de 8 - 10 invités consultés sur les problèmes posés, donne la clé de la méthode :

" Il y a là une méthode pragmatique qui vaut bien celle qui consisterait à confectionner des manifestes doctrinaux pleins d'abstractions généralement ambiguës. "

On pourrait aisément ironiser sur cette méthode et à propos des problèmes de principes généraux escamotés.

Mieux vaut cependant essayer de comprendre une modification de la tactique du P.S.B. en matière de discussion doctrinale.

A ce propos, depuis 1958 - époque où plusieurs partis socialistes ont effectué leur mutation néocapitaliste sur le plan théorique - la tactique du P.S.B. - dans la ligne du P.O.B. - a été de maintenir les affirmations de principe sur le but final, la société capitaliste, la lutte des classes, en la maintenant des considérations connues sur le possibilisme pragmatique inspiré par la conjoncture politique belge.

L'inconvénient est qu'on laisse ainsi la porte ouverte à la formation de courants diversifiés, entretenant une certaine nostalgie et permettant une critique permanente de l'écart entre la doctrine des principes et la pratique politique toujours contestable.

Je pense donc - contre les opinions émises notamment par la Gauche - qu'il y aura au congrès d'une manière nouvelle et fort concertée, un effort doctrinal visant à clôturer la période de crise des années '60, à préparer le soutien des prétentions du P.S.B. à devenir l'élément de direction d'une collaboration P.S.B.-Démocratie-chrétienne.

.../.



Si cette hypothèse est juste, l'opération a plus d'envergure politique qu'on ne l'imagine, encore qu'elle demeure exposée à beaucoup de difficultés, notamment le désabusement assez étendu dans les rangs du parti auquel on veut insuffler un nouveau volontarisme.

Bien entendu, les réactions ouvrières de cet automne peuvent tout remettre en question.

2. Les courants qui se sont manifestés, dans la période qui va de 1964 - date des mesures disciplinaires contre les tendances M.P.W. - si on se place au niveau des "penseurs" et de l'expérience commune qu'on s'efforce de propager à partir de leurs conceptions théoriques, sont essentiellement:

- a. Survivance d'un courant traditionaliste qui déplore - en l'excusant au nom des nécessités de l'action politique et du moindre mal - l'affaiblissement de la conviction quant à la perspective finale (cf. Pierson)
- b. Poussée du technocratisme théorisant (Janne-Spitaels-Simonet) du "socialisme moderne".
- c. Culte du renardisme rabotté de la Fondation Renard. Mis à part les travaux et études fragmentaires souvent sérieuses de cette Fondation, l'affaiblissement des positions de Genot/Yerna entre le colloque de Ronchinnes (1964) à la recherche d'une voie wallonne au socialisme d'une part, et d'autre part, les réflexions B.-Y. et le Colloque de Pont à Lesse sur l'intégration et le contrôle ouvrier, constitue une indice de la retraite de la gauche socialiste organique, génériquement liégeoise.

Les divergences doctrinales subsistent comme reflets de courants qui n'ont pas disparus, mais tendent à vivre ensemble sous le signe du consensus pragmatique de la politique de Leburton.

Le mouvement de retraite s'est effectué sur trois plans:

- Réduction du fédéralisme en régionalisme "raisonnable",
- Réduction des réformes de structures anticapitalistes aux rêveries antigestionnaires,
- Réduction de l'appel de Collard au regroupement sans exclusive à la recherche de moyens de récupération des fractions de la démocratie-chrétienne réfugiées au sein du R.W.-F.D.F.

Le Congrès peut être une tentative d'intégrer des courants affaiblis dans un consensus plus positif - une doctrine qui ferait du renforcement du P.S.B. son mot d'ordre essentiel.



Remarque:

1. Cette retraite et ce resserrement du P.S.B. sur lui-même s'est accompagné du mouvement contestataire dans les entreprises.

Sur ce terrain il faut observer que nous définissons bien le caractère de l'agitation gauchiste sur le plan théorique. Mais nous n'avons pas de tactique bien élaborée et appliquée de transformation du mécontentement ouvrier en courant d'action conséquent.

2. On ne doit pas non plus négliger le fait que la F.G.T.B. - voir Genot à la T.V. récemment (le 22.8.72 je crois) - est déjà obligé de réagir aux rassurantes déclarations de Cools en soulignant

- les dispositions sur la régulation des prix ne sont pas utilisées,
- la répression de la fraude fiscale est exigée par la F.G.T.B.
- il n'y aura pas de régionalisation du plan pour la Wallonie avant 1973.

Encore que très velléitaires, certaines vues de Genot (cf. les Samedis de Rixensart) constituent encore une plateforme utilisable dans l'actuel débat politique.

Quand nous avons défini notre position de critique contre la droite P.S.B., j'ai proposé un amendement soulignant la nécessité de la critique de la gauche socialiste et de ses responsabilités. Cela ne me paraît pas encore compris.

\*  
\* \*

P.S.B. ET INSTITUTIONS.

La position du P.S.B. s'identifie avec la déclaration gouvernementale qui a souligné l'interprétation étroite de l'article 107 quater :

" ... la mise en oeuvre de la régionalisation doit se faire tout en respectant les exigences d'une politique nationale et d'une stratégie globale. "

Ceci suppose la permanence de l'Etat unitaire sans le nommer crûment. Du domaine culturel au domaine économique, de celui-ci au domaine politique, qui reste l'instrument des décisions, la régionalisation passe de peu de chose à presque rien.

.../.



Ceci est bien entendu une appréciation à l'emporte pièce. Pour définir et critiquer la position du P.S.B., il faudrait faire le point de la situation après la revision de la Constitution (voir appréciation sur la structure du F.D.F./R.W.).

Que se passera-t-il au Congrès doctrinal?

Talonnés par le R.W. (voir M.Thiry dans le Soir 18.8.72: 'Toujours est-il que la gauche bronche moins visiblement' (que M. Houben) 'M.Dehousse junior ne se laisse pas réduire au silence et la tendance qu'il représente n'est pas sans inquiéter la tête -ou plutôt les 2 têtes- du parti'), les socialistes wallons ne seront peut-être pas muets.

Dehousse a livré leur argumentation aux Samedis socialistes de Rixensart :

" C'est pour cela, je le crois profondément, que nous allons nous trouver dans les prochains mois devant un très grand problème. Les socialistes wallons vont devoir choisir leur comportement pour savoir s'ils veulent agir en tant que parti le plus important dans leur région ou en tant que deuxième parti dans le pays.

Ce choix implique une série de décisions capitales.

Mais, j'ai évoqué tout à l'heure une autre catégorie de personnes : ceux qui sont dans le parti et qui ne parlent pas.

Il existe dans notre parti une majorité silencieuse, et le drame de la Wallonie c'est que cette majorité est progressiste et wallonne. Si elle reste silencieuse dans les mois qui viennent, nous courons à des problèmes très graves en tant que socialistes.

C'est pourquoi je crois que la responsabilité principale de tous les responsables dans le parti, c'est faire que cette majorité s'exprime publiquement, modestement, à l'échelle des entreprises, où que cela soit, elle trouvera des voix parlementaires pour répercuter son message.

Mais si elle ne s'exprime pas, on essaiera d'étouffer, par des moyens que nous connaissons bien, les quelques voix qui s'élèvent avec obstination et avec persévérance pour répéter la vocation fédéraliste du P.S.B.wallon. "

Le baroud d'honneur au Congrès pourra rejoindre les doléances de la Fondation Renard sur le chômage liégeois et les autres occasions que la politique fiscale du gouvernement donne au R.W. pour alimenter sa propagande et lui faire une plateforme d'opposition. La question est posée de savoir si, après la concession d'une S.D.R. unique pour la Wallonie, l'élaboration de la loi de délégation de pouvoirs provoquera des remous de quelque importance.



# P.S.B. ET LES QUESTIONS ECONOMIQUES.

Pour dégager la philosophie du P.S.B. en cette matière, il faut se reporter au dernier congrès de la F.G.T.B.. L'autonomie relative des syndicats est en régression et les revendications des réformes économiques de la F.G.T.B. sont contenues dans des limites acceptables par le P.S.B., en dépit du rejet des rapports Spitaels-Janne, -opération prématurée d'endoctrinement des syndicats. Une remarque incidente de Larock sur le fait qu'en Suède les syndicats sont partie intégrante du parti n'est pas sans signification (dans Le Peuple, fin août).

Des articles récents de Larock dans le Peuple on peut tirer quelque lumière sur les vues de la direction du P.S.B.

1. Aucune analyse de caractère plus ou moins scientifique du capitalisme monopoliste d'Etat. Trait commun à tous les courants. Acceptation en bloc du stock des concepts creux du néocapitalisme. Sans tentative de justification théorique poussée.
2. Vision globale: "Libéralisme contrôlé de la production, socialisme de la répartition" (Larock).

Concrètement, cela signifie:

- a. Côté production: intervention de l'Etat en vue d'une certaine régulation des investissements injectés dans le système, compte tenu de ce qui pourrait être les critères régionaux. Ce qui est considéré comme la part "socialiste" de l'opération ressort d'un passage de Larock sur le système Suédois: "... les sociétés peuvent prélever 40 % des bénéfices pour constituer en franchise d'impôts des réserves, dont près de la moitié est versée à la Banque centrale et dont le quart est investi par l'Etat dans les structures qu'il désigne. Il s'agit de montants considérables..."
- b. Côté répartition: fiscalisation de la Sécurité Sociale par fiscalité lourde avec contrôle fiscal strict des revenus personnels (notamment par la publicité des revenus), le résultat étant de modifier l'écart entre les revenus personnels.
- c. Côté réformes.  
Les réformes préconisées sont essentiellement des réformes au niveau de l'entreprise :
  - droits nouveaux du syndicat sur l'embauche et le licenciement
  - droits nouveaux d'intervenir dans l'organisation du travail
  - justification idéologique, au sens marxiste d'idéologie mystifiante - cf. des déclarations dans le genre de celles de Pont à Lesse : "Quelle gueule devrait avoir le socialisme pour que l'ouvrier en se rendant à son usine chaque jour s'en rende compte pendant l'essentiel de sa vie active, c.à.d. dans l'exercice même de son activité de travail....".

.../.



Autrement dit : parlons d'abondance du visage que doit avoir le socialisme, glissons sur la question des alliances, des combats indispensables à sa conquête.

Bruxelles, fin août 1972.

Augustin Duchâteau.



NOTE I . EVOLUTION DE LA CONJONCTURE

(P.Joye)

Le raffermissement de la situation observé depuis fin 1971- début 1972 s'est précisé ces derniers mois. Dans l'ensemble, la production industrielle a augmenté à un rythme modéré mais régulier et il semble probable que ce mouvement de reprise - qui se constate également dans les principaux pays capitalistes développés - se poursuivra dans les mois qui viennent.

- Ce redressement de la situation provient :
  - A) De l'accroissement de la demande extérieure (surtout grâce à l'amélioration de la conjoncture dans les autres pays de la CEE qui absorbent à présent près de 70 % de nos exportations);
  - B) D'une augmentation de la demande intérieure :
    - pour les dépenses courantes des ménages et certains biens de consommation durables (autos notamment);
    - dans une moindre mesure pour les logements (maisons unifamiliales et en série);
    - du maintien des investissements des pouvoirs publics, surtout pour le réseau routier.
- Jusqu'ici, cette reprise n'a pourtant pas entraîné un accroissement correspondant des investissements industriels, ce qui en limite l'ampleur. Elle ne se manifeste pas au même degré dans toutes les régions et présente des signes de précarité dans certaines industries (sidérurgie, par ex.).
- Malgré l'amélioration de la conjoncture, des problèmes importants restent posés :
  - a) L'emploi : malgré l'augmentation de la production, le nombre total de chômeurs est plus élevé qu'il y a un an et le chômage atteint un niveau inquiétant dans certaines régions (dans le bassin liégeois surtout).
  - b) Les finances publiques : sérieuses difficultés budgétaires malgré l'augmentation des rentrées fiscales.
- De plus, cette reprise se réalise - en Belgique comme dans les autres pays d'Europe occidentale et aux Etats-Unis - dans un climat d'inflation persistante. Aucun remède n'a été apporté à la crise monétaire ouverte il y a un an par la suppression de la convertibilité du dollar, ce qui pourrait entraîner des accidents encore beaucoup plus graves que ceux qui se sont produits jusqu'ici.

.../...



PROPOSITIONS

- Pour les problèmes monétaires et budgétaires, cf. ma note au BP du 18/8/72 (répression de la grosse fraude fiscale, cadastre des fortunes, levée du secret bancaire).
- Le problème n° 1 est toutefois celui de l'emploi
  - En dépit du redressement de l'activité économique, le chômage a augmenté depuis un an.
  - Si la reprise actuelle se poursuit, il diminuera sans doute dans les régions flamandes, mais il risque de rester important en Wallonie où le problème est aigu dans certaines régions, dans le bassin liégeois surtout.
- Notre mot d'ordre : "Pas de licenciements, maintien de l'emploi" reste évidemment valable.  
Mais voilà plusieurs années que nous tapons sur ce clou et, malgré nos efforts, l'emploi a néanmoins diminué dans beaucoup de régions, même dans les entreprises où nous avons une certaine influence (ACEC, Cockerill, FN).
- Dans les meilleurs cas, on a empêché les licenciements - mais le volume de l'emploi a néanmoins diminué (par suite des mises à la retraite normales et anticipées, du freinage de l'embauche, etc.)
- Dès lors, que proposer ?
- Insister sur la nécessité du maintien de l'emploi à l'échelle régionale ? - Peut-on croire qu'il sera possible d'imposer à l'échelle de la région ce qu'on n'a pas pu obtenir même dans les entreprises où le P.C. et les syndicats ont le plus d'influence ?
  - Qui -quel organisme- serait en mesure de l'imposer ?
- Faut-il insister plus vigoureusement sur la nécessité de créer de nouveaux emplois ?

Mais comment ?

- Par des initiatives publiques (des Conseils économiques régionaux, des sociétés de développement régional encore à créer, etc.) ?  
En principe peut-être. Mais l'idée de ces interventions publiques a perdu du terrain ces dernières années. Les propositions formulées dans ce sens (par le P.C., le MPW, les syndicats et même le PSB) ne se sont pas concrétisées. (L'O.P.I. n'est qu'un très vague bureau d'études dépourvu de pouvoirs réels).

.../...



- Par des initiatives de la S.N.I. ?

- Pour cela, il faudrait modifier complètement l'orientation actuelle de la S.N.I. qui se borne en fait à fournir des capitaux à des conditions avantageuses à des entreprises existantes.

Cela présupposerait une modification considérable des rapports de forces politiques actuels.

- En exigeant que les crédits à long terme assortis de subventions d'intérêts etc. accordés par la SNCI aux entreprises pour leurs investissements soient subordonnés à la création d'emplois nouveaux ?

- Cela ne changerait rien à la situation actuelle car les demandes de crédit de ce genre s'appuient déjà sur des dossiers indiquant que ces investissements entraîneront la création d'un certain nombre d'emplois nouveaux. Ce qui permet au ministre des Affaires économiques et aux Secrétaires d'Etat à l'économie régionale d'annoncer périodiquement que l'application des lois d'expansion économique a permis de créer des milliers de nouveaux emplois. (D'après les derniers chiffres, 188.671 emplois ont été créés dans ces conditions de 1967 à 1971, dont 64.213 en Wallonie et 121.110 en Flandre). Mais l'aggravation du chômage montre que cela n'a pas compensé les suppressions d'emplois.

- Devant l'insuffisance des résultats obtenus jusqu'ici, devons-nous préconiser des mesures plus radicales: par exemple, la semaine de 36 heures et la pension à 60 ans ?

Il faudrait peut-être l'envisager.

Sans doute les syndicats sont-ils réticents, estimant que cela compromettrait la compétitivité des entreprises.

- Notre respect de l'indépendance syndicale ne doit toutefois pas amener le P.C. à s'aligner forcément sur la position des syndicats.
- En ce qui concerne les inconvénients qui pourraient en résulter pour les entreprises, je ne crois toutefois pas que nous devrions nous évertuer de démontrer -chiffres à l'appui si possible- que les entreprises capitalistes disposent de ressources qui leur permettent de supporter facilement les charges accrues qu'entraînent ces mesures. (Par exemple, en rappelant les subsides et crédits accordés pour favoriser les investissements des entreprises, les investissements effectués par certaines firmes à l'étranger, etc.).

.../...



Une confrontation sérieuse des chiffres risquerait d'être peu convaincante.

- De plus : a) en ce qui concerne les investissements : il est nécessaire qu'ils continuent à être effectués ;  
 b) en ce qui concerne les exportations de capitaux et les investissements à l'étranger, nous sommes en régime capitaliste et il faudrait une modification considérable des rapports de forces pour arriver à une démocratie assez "avancée" pour imposer une affectation déterminée aux investissements privés.
- Par contre, nous pouvons indiquer que l'argument des risques de non-compétitivité de l'industrie belge est peu convaincant :  
 a) Il a déjà été opposé dans le passé à toutes les revendications sociales, depuis la journée des 8 heures, etc.  
 b) La compétitivité est compatible avec des charges patronales plus élevées : cf l'Allemagne occidentale où le coût horaire du travail ouvrier est 15 % plus élevé qu'en Belgique.
- Un autre élément peut être invoqué en faveur de l'abaissement de l'âge de la pension tout au moins : que la retraite à 60 ans est déjà réclamée en France par la CGT et dans le programme commun du PCF-parti socialiste.
- Si nous proposons les 36 heures et la pension à 60 ans comme remèdes au chômage, nous ne devons pas essayer de faire croire que cela se fera sans dommage pour les capitalistes.

Le rôle du P.C. n'est pas de proposer des solutions acceptables par les capitalistes.

Il ne l'a jamais été et il l'est moins que jamais car nous arrivons à un moment où il sera de plus en plus difficile de résoudre les problèmes même immédiats sans imposer des mesures qui lèseront les intérêts capitalistes.

=====